

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

Rennes, le 06 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE EUREDEN

ZI de Goperen
22110 GLOMEL

Code AIOT : 0005500051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement EUREDEN implanté ZI de Goperen 22110 GLOMEL. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 13 septembre 2022 avait pour objectif de revenir sur les constats formulés lors de la précédente inspection de septembre 2021.

Elle comprend en particulier un volet relatif au contrôle des mesures de maîtrise des risques (action régionale axée sur les sites SEVESO), visant en particulier le système de détection/d'extinction incendie du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- ZI de Goperen 22110 GLOMEL
- Code AIOT : 0005500051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société DISTRIVERT appartient au groupe EUREDEN et se trouve dans la zone d'activité de Goperen en bordure Nord de la RN 164, à environ 6 km du bourg de Glomel.

L'établissement, classé SEVESO seuil haut, est une plateforme de stockage pour des produits destinés à l'agriculture (produits agro-pharmaceutiques, engrais, graines, matériels divers de jardinage etc.) destinés aux différents magasins et installations du groupe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des matières stockées,
- Gestion des incompatibilités entre produits,
- Stockages extérieurs,
- Conditions de stockage,
- Volet Sûreté,
- Suivi de l'action nationale 100 m post-Lubrizol,
- PMII (Plan de Modernisation des Installations Industrielles) : Système de détection/extinction incendie (action régionale)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
2	Etat des matières stockées - dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
3	Etat des matières stockées - dispositions spécifiques (suite)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
4	Gestion des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - art. 8
9	PMII - Stratégie de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
11	PMII - Qualité de l'émulseur	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
12	PMII - Canalisations du système d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Stockages extérieurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - article 2-III
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
7	Volet Sureté	Instruction ministérielle du 30/07/2015
8	Action nationale post-Lubrizol	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-90
10	PMII - Contrôle du réservoir d'eau	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks réalisé au sein de l'établissement doit être complété pour répondre aux dispositions récentes applicables depuis le 1^{er} janvier 2022, notamment en créant un état synthétique destiné au grand public en cas d'incident.

Par ailleurs, si certains problèmes de compatibilité entre produits stockés ont aujourd'hui été résolus, les modalités de stockage doivent encore évoluer pour que des mélanges non désirés puissent être évités.

S'agissant de la mise en oeuvre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII), l'inspection a étudié plus particulièrement le système de détection/extinction en place au sein des cellules de stockage (ce dispositif constitue une MMRI, c'est à dire une Mesure de Maîtrise des Risques instrumentée). Il en ressort :

- que la stratégie de maintenance concernant les électrovannes doit être précisée,
- qu'un test doit être réalisé sur le pré-mélange eau-émulseur lors du prochain contrôle du prestataire en charge de la maintenance,
- que le nettoyage et le contrôle des canalisations d'alimentation en eau du dispositif doivent être réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'état des stocks réalisé sur le site a été revu suite aux observations de l'inspection depuis la précédente visite datée de septembre 2021 : il intègre désormais, pour les matières dangereuses, la rubrique ICPE principale, les pictogrammes de dangers correspondants ainsi que les quantités présentes dans chaque cellule. Le calcul du total présent au sein de l'établissement est également réalisé : il ne mentionne pas si les seuils fixés par l'arrêté préfectoral pour chaque rubrique sont respectés mais cette donnée est accessible par ailleurs. Un second document a été établi s'agissant des matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement ICPE. Ce document doit cependant être complété pour intégrer des données qui aujourd'hui ne sont pas présentes ou sont présentées de manière peu facile à utiliser : la quantité de matières présentes par zone, leur localisation exacte (y compris au sein d'une cellule), leur état physique (solide, gaz ou liquide) par ex. Les bennes à déchets et les déchets présents au sein du local PPNU doivent également y figurer. Un document unique et autoportant pour l'ensemble des stockages et activités réalisées sur le site est souhaitable pour une meilleure lisibilité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées - dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks - dispositions spécifiques
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : L'état des matières stockées permet d'identifier, pour les produits dangereux, la typologie des produits stockés dans chaque cellule (pictogramme de danger) mais n'identifie pas les familles de mentions de dangers comme demandé. L'état des matières stockées est accessible à distance (sur un drive), depuis l'extérieur du site en cas de besoin, y compris en cas de sinistre. Les modalités de transmission aux différents services destinataires en cas d'incident (adresses mail, fax etc.) doivent être précisées dans les plans d'intervention (POI /PPI).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des matières stockées - dispositions spécifiques (suite)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks - dispositions spécifiques (suite)
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Il n'existe pas à ce jour d'état des matières stockées sous forme synthétique destiné au grand public en cas d'incident : il doit donc être réalisé car il est d'ores et déjà exigible depuis le 1er janvier 2022. L'état des matières stockées est mis à jour quotidiennement s'agissant des matières dangereuses et hebdomadairement pour les matières combustibles. L'inspection s'est assurée le jour de la visite de la présence et de la mise à jour de l'état des stocks dans la "boîte pompiers" présente à l'entrée du site. Un inventaire physique annuel complet est réalisé, généralement au cours du mois de juin. Un plan des différentes activités et zones de stockages figure dans le plan ETARE pour localiser chaque zone mais ce dernier doit être mis à jour (notamment s'agissant de la localisation des stockages extérieurs). La situation des déchets sur le site doit également y figurer. La société DISTRIVERT indiquera par ailleurs si l'état des matières stockées est bien référencé dans son POI : si tel n'est pas le cas, cette mention devra être intégrée dans le plan lors de sa prochaine mise à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - art. 8
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilités entre produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection réalisée en septembre 2021, l'inspection avait identifié que certaines incompatibilités entre des familles de produits n'étaient pas complètement prises en compte dans les modalités de stockage adoptées.</p> <p>Elle avait ainsi formulé le constat suivant :</p> <p>"L'inspection demande à la société DISTRIVERT de lui communiquer les dispositions organisationnelles prises ou prévues dans la conception et l'exploitation de ses installations pour éviter les mélanges incompatibles. Le cas échéant, des dispositions physiques et des aménagements seront mis en place pour le stockage des matières dangereuses."</p> <p>Dans sa réponse datée du 11 janvier 2022, l'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - trois cellules sont dédiées au stockage de produits dangereux (les cellules 1, 5 et 6) ; - les cellules 5 et 6 sont réservées aux produits toxiques, aux CMR, aux bases et aux produits dangereux pour l'environnement ; - la cellule n° 1 stocke des liquides inflammables : compte-tenu des quantités généralement stockées, la société DISTRIVERT envisage de les cantonner à un local dédié au sein de la cellule n° 1, ouvert sur la cellule sur une façade. <p>Le reste de la cellule, qui stocke en palettiers, serait alors réservé aux acides et produits dangereux pour l'environnement.</p> <p>L'inspection note cependant que cette solution ne résout pas pour l'heure le problème de compatibilité posé : le local en question dispose en effet d'une rétention commune avec la cellule 1.</p> <p>Par ailleurs, cette solution nécessite une adaptation de la détection incendie présente dans cette cellule et un rattachement à la centrale incendie (ce n'est pour l'heure pas effectif).</p> <p>L'inspection a pu constater le jour de la visite qu'un affichage à l'entrée de chaque cellule précise les types de produits autorisés au stockage.</p> <p>Les acides et les bases sont par ailleurs stockés dans des cellules différentes (bases dans les cellules 5 ou 6 et acides dans la cellule n° 1).</p> <p>Cependant, ces produits, outre leur caractère acide ou basique, peuvent être également des produits corrosifs, qui ne peuvent être stockés avec d'autres produits corrosifs, des produits toxiques, CMR ou dangereux pour l'environnement que sous certaines conditions (définies notamment dans les fiches de données de sécurité des produits).</p> <p>Un examen plus approfondi des modalités de stockage doit donc être réalisé pour prévenir d'éventuelles incompatibilités.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - article 2-III
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages extérieurs
Prescription contrôlée : Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.
Constats : L'inspection avait identifié en 2021 des stockages réalisés en extérieur sous auvents et accolés aux cellules de stockage : ceux-ci ne figurent pas dans l'étude des dangers réalisée et venaient remettre en cause les conclusions tirées dans cette étude quant à l'absence supposée d'effets dominos entre les stockages extérieurs et les cellules. Le constat suivant avait été établi : "La société DISTRIVERT mettra en concordance les stockages réellement effectués sur le site avec les dispositions décrites dans l'étude des dangers du site afin de respecter l'éloignement nécessaire entre les stockages extérieurs de matières susceptibles de propager un incendie vers l'entrepôt. Dans sa réponse datée du 11 janvier 2022, la société DISTRIVERT précise que l'auvent concerné est équipé d'une détection de flamme associé à la centrale incendie. L'inspection a pu constater par ailleurs le jour de la visite que cette zone est désormais dédiée à la préparation de commandes de bâches et d'engrais (protection contre les intempéries pour le personnel). Le stockage de chaux est désormais réalisé sous un chapiteau en extérieur, suffisamment éloigné des cellules de stockage pour éviter tout effet domino (effets thermiques modélisés).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <p>« - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</p> <p>« - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</p> <p>« - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;</p> <p>« - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. »</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>« Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modalités de stockage des produits dangereux au sein des cellules ont été modifiées récemment avec l'arrêté du 11/04/2017 (art. 9), avec les dates de mise en application échelonnées (2023 - 2026).</p> <p>L'inspection, suite à sa visite de septembre 2021, avait formulé le constat suivant :</p> <p>"La société DISTRIVERT transmet à l'inspection un bilan de l'état de ses stockages au regard des dispositions de l'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510."</p> <p>Les liquides inflammables sont stockés sur palettiers en cellule n° 1 : celle-ci est équipée d'un système d'extinction mousse à haut foisonnement.</p> <p>L'inspection a pu constater le jour de la visite que les hauteurs fixées par la réglementation (et qui sont fonction de la capacité des récipients de stockage) étaient respectées.</p> <p>Le logiciel de gestion des stocks a par ailleurs été paramétré pour que ces produits ne puissent être affectés qu'aux niveaux 1 et 2, réputés inférieurs à 4 m.</p> <p>Une note a par ailleurs été présentée aux employés pour les informer de ces modalités de stockage.</p> <p>D'autres prescriptions ne sont applicables qu'à partir de 2023 ou 2026 et concernent des liquides inflammables présentant les mentions de dangers H224 ou H225 : une extraction de l'état des stocks réalisée le jour de l'inspection a permis d'établir qu'aucun produit de ce type n'était actuellement stocké sur le site.</p> <p>L'inspection indique néanmoins qu'une vigilance particulière devra être exercée en cas d'entrée dans l'établissement de produits pouvant présenter ces caractéristiques à l'avenir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Volet Sureté

Référence réglementaire : Instruction ministérielle du 30/07/2015
Thème(s) : Risques accidentels, Sûreté
Prescription contrôlée : Instruction du gouvernement du 30 juillet 2015 relative au renforcement de la sécurité des sites SEVESO contre les actes de malveillance
Constats : Suite à l'intrusion survenue sur le site de Glomel en août 2018, l'inspection a demandé à la société DISTRIVERT d'établir un plan d'actions destiné à améliorer la protection du site contre les actes de malveillance. Une étude technique de faisabilité a ainsi été réalisée en 2018 prévoyant un certain nombre de dispositions pouvant être mises en œuvre au sein de l'établissement. Un point d'avancement des mesures engagées a été réalisé lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-90
Thème(s) : Risques accidentels, Voisinage des installations - rayon 100 m
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le préfet dispose d'informations complémentaires à celles fournies par l'exploitant, en ce qui concerne l'environnement immédiat de l'établissement, il met ces informations à la disposition de l'exploitant. Ces informations comprennent, lorsqu'elles sont disponibles, les coordonnées d'établissements voisins, sites industriels, zones et aménagements. L'exploitant en tient compte pour compléter ou mettre à jour les facteurs susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur et d'effets domino.</p>
<p>Constats :</p> <p>En application des dispositions de l'article R. 515-90 du Code de l'Environnement, la présence de tiers situés dans un périmètre de 100 m autour de l'établissement, et non identifiés dans les documents de l'exploitant, lui a été signalée suite à l'inspection réalisée en septembre 2021. Ces éléments n'avaient en particulier pas été intégrés dans le POI du site et ne figuraient pas dans l'étude des dangers actualisée transmise à l'inspection.</p> <p>L'inspection avait ainsi demandé à la société DISTRIVERT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de mettre à jour son étude des dangers (et son POI) en y incluant les installations classées qui se trouvent dans le périmètre des 100 m autour de son site, • de lui transmettre les justificatifs attestant de la levée des non-conformités identifiées par le prestataire ayant réalisé le contrôle périodique le 26/08/2021 sur le silo soumis à déclaration qui se trouve à proximité immédiate du site SEVESO (et que le groupe EUREDEN exploite également). <p>La société EUREDEN a depuis lors fourni à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un POI actualisé (version C) et une nouvelle version de son étude des dangers (référence 021495-220-DE002-C) intégrant les tiers figurant dans un périmètre de 100 m autour de son site, - le rapport de contrôle périodique complémentaire réalisé par l'organisme agréé BUREAU VERITAS le 08/02/2022 et attestant de la levée des trois non-conformités majeures identifiées lors du contrôle du silo riverain du site SEVESO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, PMII - Stratégie de maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial de l'équipement ; - la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan et un programme de maintenance préventive doivent être définis et mis en oeuvre. Dans ce cadre, la procédure ENG-009 prévoyait le remplacement systématique des électrovannes tous les 10 ans. L'une d'entre elles a bien été changée en 2021 cependant, lors de la visite de septembre 2021 il a été constaté que l'indicateur de position de cette vanne était depuis inopérant.</p> <p>Par ailleurs, il n'a pu être explicité lors de la visite précédente pourquoi les deux autres vannes n'avaient pas été changées alors que celles-ci ont été également mises en service depuis plus de 10 ans.</p> <p>Dans sa réponse datée du 11 janvier 2022, la société DISTRIVERT annonçait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'un repère visuel avait été apposé sur la vanne afin d'identifier les positions ouverte/fermée (vu lors de l'inspection), - qu'après examen avec son prestataire en charge de la maintenance de l'installation d'extinction, il ne juge plus nécessaire de procéder au remplacement décennal de ce type d'équipement. La fiche de vie de la MMRI et la procédure ENG-009 ont donc été modifiées en supprimant cette mention : seuls un contrôle de bon fonctionnement et un entretien annuels sont prévus. <p>L'inspection demande aujourd'hui à la société DISTRIVERT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'identifier si la fiche technique de ces électrovannes ne précise pas une durée de vie à respecter, - de préciser quel délai d'intervention son prestataire est en capacité d'assurer contractuellement en cas de panne. Le cas échéant, il pourra être opportun de disposer d'une vanne de secours en stock sur le site pour permettre un remplacement rapide en cas de besoin. <p>L'inspection note qu'en cas de panne de cette pièce, le système d'extinction serait partiellement indisponible et que des dispositions compensatoires devraient alors être prises pour garantir un niveau de sécurité équivalent dans l'attente d'un remplacement ou d'une réparation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, PMII - Stratégie de maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial de l'équipement ; - la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite réalisée en septembre 2021, l'inspection a identifié la présence d'une corrosion importante au niveau de la boulonnerie associée à la vanne de vidange de la cuve d'eau alimentant le système de sprinklage.</p> <p>Dans sa réponse datée du 11 janvier 2022, la société DISTRIVERT indiquait avoir remplacé la boulonnerie de cette vanne en décembre 2021.</p> <p>L'inspection a pu constater lors de la visite le remplacement de la totalité de la boulonnerie : l'ensemble a par ailleurs été peint afin de prévenir la survenue de la corrosion à l'avenir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, PMII - Qualité de l'émulseur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial de l'équipement ; - la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses et contrôles annuels réalisés sur l'émulseur et les injecteurs doivent être planifiés et enregistrés formellement dans les opérations de maintenance réalisées (par ex. dans la fiche de vie de la MMRI).</p> <p>Un contrôle périodique des injecteurs d'émulseur est intégré au contrôle annuel de l'installation par la société SIEMENS. Cependant en 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de préciser la nature des contrôles réalisés sur l'émulseur ni si un prélèvement avait été bien réalisé dans le pré-mélange pour permettre de statuer sur la conformité du dosage.</p> <p>Le rapport du dernier contrôle complet de l'installation par SIEMENS (réf. 6LB-0630011239-202109-PM-20211213094721) date du 07/12/2021 et a été communiqué à l'inspection lors de la présente visite. Il met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un problème d'étanchéité sur une vanne : son remplacement a depuis lors été effectué (vu lors de l'inspection) ; - que les injecteurs ont été remplacés. <p>L'émulseur (qui date de décembre 2019) a quant à lui été testé en septembre 2021 et sa qualité a été jugée conforme aux préconisations en vigueur.</p> <p>Cependant, aucun prélèvement dans le pré-mélange n'a été réalisé lors du contrôle.</p> <p>L'inspection demande donc à ce que, lors du prochain contrôle, cette opération soit effectuée afin de s'assurer de l'absence de dérive du dosage eau/émulseur dans le temps.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, PMII - Canalisations du système d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial de l'équipement ; - la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle réalisé par le Bureau Véritas en janvier 2021, certaines préconisations ont été émises sur l'état des tuyauteries associées au réseau incendie.</p> <p>Le nettoyage préconisé par la société sous-traitante consiste en un décapage, dégraissage, passivation, élimination des traces d'oxydation ainsi que de ressuyages sur les zones le nécessitant.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'intervention de prestataires spécialisés (SOCOTEC pour le contrôle des canalisations par des moyens non-destructifs et POLYTECH pour leur nettoyage) était planifiée au cours du mois de novembre 2022.</p> <p>L'inspection demande à ce qu'un bilan des résultats de contrôles effectués et des éventuels travaux à engager (si besoin) lui soit communiqué une fois ces opérations terminées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Volet Sureté

Référence réglementaire : Instruction ministérielle du 30/07/2015

Information confidentielle :

La synthèse des dispositions mises en œuvre dans le cadre du renforcement de la sûreté du site est la suivante :

1. Protection périmétrique du site : le site est clôturé dans sa totalité par des panneaux rigides surmontés de fils barbelé. Un contrôle hebdomadaire est effectué sur la partie visible de cette clôture. A l'Est et au Nord, cette clôture est partiellement "noyée" dans une végétation dense d'épineux qui constitue une protection complémentaire contre l'intrusion.

Au sud, des blocs de roche installés pour limiter le stationnement ont été installés et permettent également une protection contre les véhicules bédouins.

L'accès au site s'effectue par un portail motorisé actionnable à distance sur présentation d'une pièce d'identité ou par badges pour le personnel et les chauffeurs. Une caméra orientée vers ce portail permet l'identification de la personne entrante.

Les 8 caméras présentes sur le site fonctionnent désormais en technologie IP (plus performante) ce qui permet également un report vers d'autres supports de visionnage (smartphone notamment) et un enregistrement des données sur disque dur. Elles sont également dotées d'une identification des intrus arrivant sur le site (avec un système de "suivi" par la caméra).

Le système de vidéosurveillance n'est cependant pas relié à ce jour au télésurveilleur, dans l'attente d'une connexion par fibre optique, non encore déployée sur cette partie de la commune. Dans l'attente de ce raccordement, un gardiennage a été instauré en dehors des heures ouvrées.

L'accès par badges commandant les portails (entrée /sortie) permet désormais d'attribuer et de retirer les autorisations d'accès nominativement et de consulter l'historique d'utilisation des badges en cas de besoin.

2. Protection des accès du bâtiment : le bâtiment est équipé d'un système de détection anti-intrusion volumétrique et détectant l'ouverture de certaines portes. Le système est relié à un télésurveilleur qui informe le personnel du site en cas de besoin (levée de doute effectuée par le personnel DISTRIVERT).

La centrale anti-intrusion est elle-même située dans un local fermé et surveillé.

Suite à l'intrusion d'août 2018, toutes les serrures d'accès au bâtiment ont été changées. Certaines portes d'accès sont par ailleurs désormais équipées d'un lecteur de badges.

A la fin de chaque journée, une ronde est réalisée pour s'assurer de la fermeture des portes et fenêtres. Les trois principales portes d'accès ont par ailleurs été renforcées.

3. Protection intérieure des bâtiments : la centrale anti-intrusion a été remplacée par un modèle récent plus performant. Une détection a été introduite dans le local abritant la centrale.

Le local TGBT a été équipé d'une porte renforcée, coupe-feu deux heures : l'accès se fait par badge et par clé.